

L'Algérie otage de ses hydrocarbures : obligation de réformes, urgence d'une reconversion

Mohamed Chabane



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5652>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 319-330

ISBN : 2-914561-53-2

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Mohamed Chabane, « L'Algérie otage de ses hydrocarbures : obligation de réformes, urgence d'une reconversion », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 81 | 2010, mis en ligne le 15 juin 2011, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5652>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

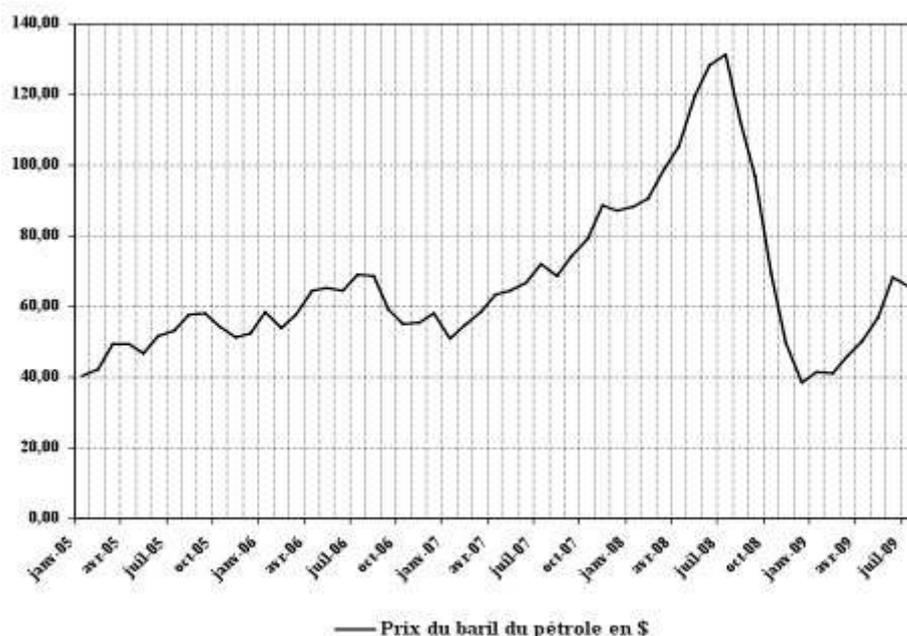
L'Algérie otage de ses hydrocarbures : obligation de réformes, urgence d'une reconversion

Mohamed Chabane

- 1 L'économie mondiale a traversé, ces deux dernières années, une grave récession suscitée par le cataclysme financier et l'effondrement de l'activité commerciale et industrielle dans le monde. Ce ralentissement a pesé de ses effets sur la croissance des économies à travers le monde. L'Algérie, qui n'est pas totalement intégrée dans l'économie internationale connaît et connaîtra fort probablement dans un proche avenir des effets indirects de cette crise, mais d'une manière moins sévère qu'en Europe. Le paiement de la dette par anticipation, la constitution d'un fond de réserves et surtout, la forte volatilité des prix des hydrocarbures¹ (cf. graphique 1) ont permis à l'Algérie, à court terme, d'éviter un scénario catastrophe similaire à celui qu'elle a connu en 1986.
- 2 Malgré la sévérité de ses effets et l'ampleur des dommages pour le système capitaliste, cette crise peut être une opportunité pour l'Algérie de remettre en cause la suprématie de son économie. Elle présente l'occasion de redresser l'économie par l'exécution de profondes transformations structurelles qui engendreraient des effets réels sur l'économie et sur l'emploi à long terme, et de repenser un modèle de développement permettant de réussir une réelle transition vers l'économie de marché, d'édifier une croissance libérée de la dépendance aux hydrocarbures et de l'emprise de la volatilité de leurs prix et d'effacer les avatars d'une politique de développement basée jusque-là exclusivement sur la rente pétrolière.
- 3 L'analyse de la structure de l'économie algérienne² démontre une forte dépendance à cette rente. Cette équation est facile à appréhender lorsque l'on constate que cette économie est plus rentière qu'elle n'est productive et efficace. L'économie algérienne est une économie à faibles performances dont les finances dépendent essentiellement

des recettes d'hydrocarbures. Les projets, les plans, les prévisions, le financement du budget, les décisions, les importations et même l'alimentation et les médicaments sont financés avec les ressources des hydrocarbures. Tout événement qui ébranlerait la demande internationale ou engendrerait une faiblesse durable des prix du pétrole³ se traduirait par un fort amenuisement des gains à l'exportation et aurait des conséquences dramatiques sur l'économie algérienne.

Graphique 1. Évolution du prix du panier de l'OPEP⁴ de janvier 2005 à juillet 2009

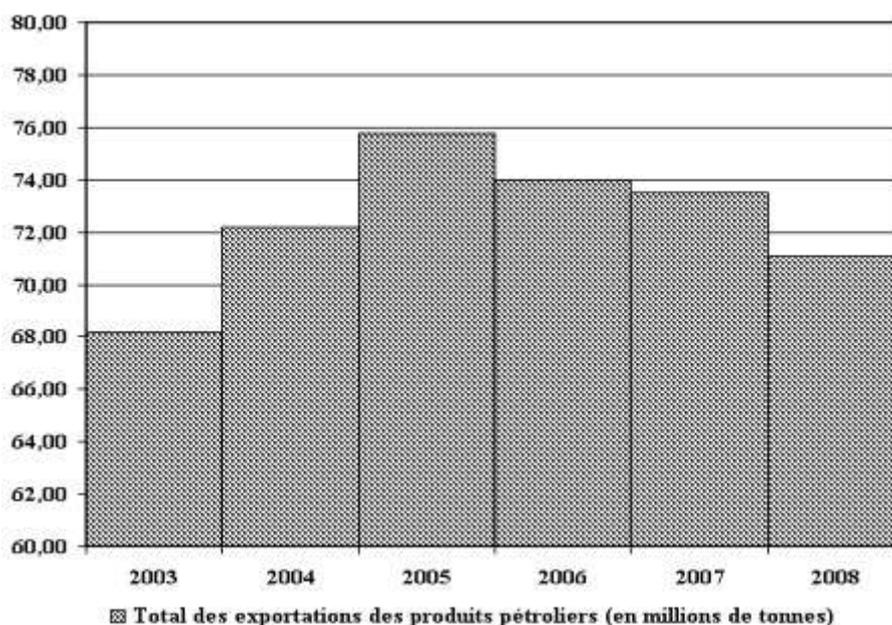


Source: World Oil Outlook, Organization of the Petroleum Exporting Countries, 2009.

- 4 Le secteur des hydrocarbures est par excellence le pilier de l'économie algérienne (l'Algérie possède environ 1 % des réserves mondiales de pétrole et 3 % de gaz). Il représente à lui seul près de la moitié du PIB. Son apport au PIB en 2008 a atteint près de 50 % et sa contribution en valeur ajoutée avoisinait les 77 milliards de dollars⁵.
- 5 L'aisance financière que connaît l'Algérie aujourd'hui est exclusivement l'œuvre de ce secteur. Elle est strictement liée à deux facteurs essentiels : l'envolée des cours des hydrocarbures et l'augmentation des volumes d'exportations depuis 2002. Les hydrocarbures représentent la majorité des exportations de biens et de marchandises. Elles restent la source principale des ressources en devises. 77,246 milliards de dollars des 79,139 milliards de dollars des exportations de marchandises proviennent des hydrocarbures, soit plus de 97,6 % de la valeur des exportations en 2008⁶.
- 6 Les exportations d'hydrocarbures ont connu une augmentation de plus de 30,5 % en valeur par rapport à l'année 2007, grâce à l'accroissement du prix du baril de pétrole qui a connu une élévation d'un tiers par rapport à 2007, où il se situait à 74,4 dollars le baril pour atteindre les 99,1 dollars en moyenne, et cela malgré la baisse de la production du secteur qui a enregistré un recul de 3,3 % en un an. En effet, le secteur des hydrocarbures en 2008 a enregistré, pour la troisième année de suite, une baisse en volume de sa production : -2,3 % en 2008, -0,9 % en 2007 et -2,5 % en 2006.

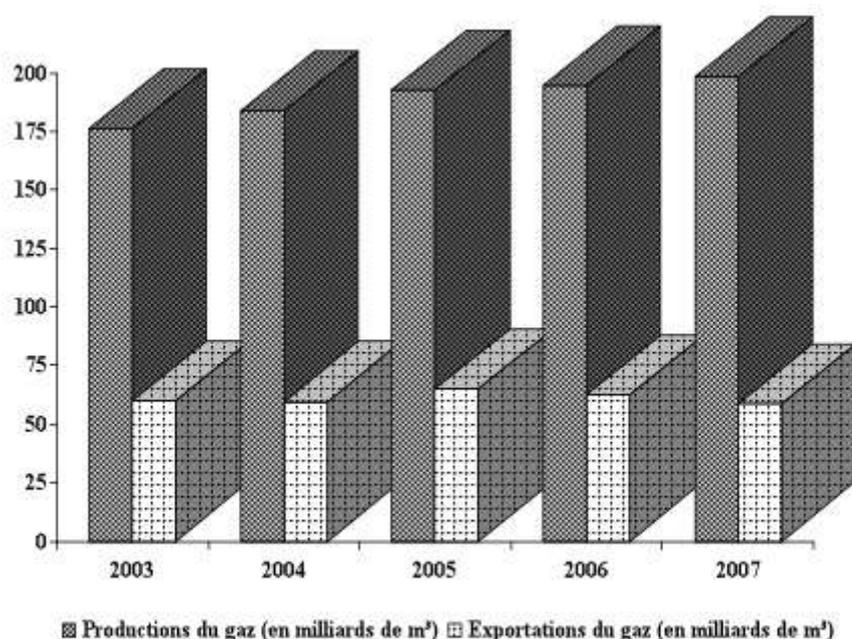
- 7 Cette diminution est due essentiellement au recul de la production du pétrole brut de -4 %. Cela a induit un repli du volume des exportations, qui a connu une baisse de 3,3 % entre 2007 et 2008 comme nous le constatons à travers le graphique 2. La production primaire d'hydrocarbures pour l'année 2007 s'est élevée à 233,3 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP). Le bilan par produit fait ressortir les productions de 63,8 millions de tonnes de pétrole brut, 152,8 milliards de m³ de gaz naturel, 13,7 millions de tonnes de condensat, 8,6 millions de tonnes de GPL (Gaz du Pétrole Liquéfié) et 40 millions de m³ de GNL (Gaz Naturel Liquéfié)⁷. Les productions et les exportations du gaz naturel ont enregistré une quasi-stagnation comme nous le constatons à travers le graphique 3.

Graphique 2. Évolution des exportations des produits pétroliers



Source: IMF Country Report No. 09/111, Algeria: Statistical Appendix, April 2009.

Graphique 3. Évolution des productions et des exportations de gaz naturel



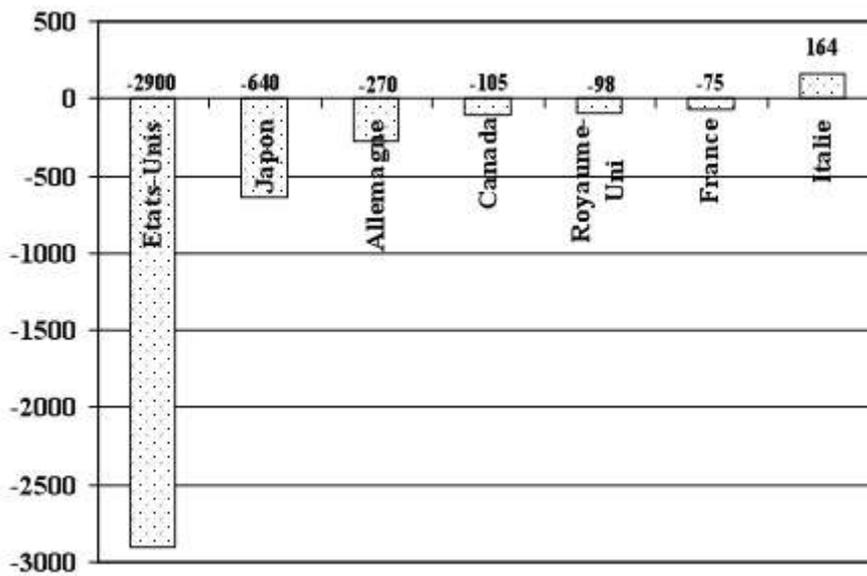
Source: IMF Country Report No. 09/111, Algeria: Statistical Appendix, April 2009.

- 8 C'est partant de ce postulat que l'État a dressé ses prévisions budgétaires pour l'année 2009, dernière année du programme complémentaire de soutien à la croissance et des programmes Sud et Hauts Plateaux qui ont débuté en 2005.
- 9 La loi de finances 2009⁸ (LF 2009) s'est élaborée sur la base d'un prix de référence du baril de pétrole à 37 dollars ainsi qu'une stabilisation des exportations des hydrocarbures au même niveau qu'en 2008, ce qui devrait générer des recettes à l'exportation aux alentours de 80 milliards de dollars.
- 10 Ce niveau d'exportation est calculé sur la base d'un prix moyen de 100 dollars le baril de brut en 2009 et une élévation de niveau des exportations de 1,5 % en volume. Par ailleurs, la loi de finances table ses prévisions sur un taux de croissance global de 4,1 % et de 6,6 % hors hydrocarbures. Cette dernière sera tirée principalement par la croissance des valeurs ajoutées des secteurs du BTPH (Bâtiments Travaux Publics et Hydrauliques) et des services. La LF 2009 prévoit également un taux de change de 65 dinars pour un dollar et une variation de 3,5 % de l'indice général des prix à la consommation⁹.
- 11 La LF 2009 projette des rentrées budgétaires de 42,870 milliards de dollars (42,508 milliards de dollars en 2008) dont 25,053 milliards de dollars de fiscalité pétrolière (26,391 milliards de dollars dans la LFC¹⁰ 2008¹¹). Elle prévoit des recettes fiscales (produits des contributions directes, produits de l'enregistrement, produits des impôts divers sur les affaires, des douanes) à hauteur de 14,169 milliards de dollars (13,055 milliards de dollars en 2008). Les revenus ordinaires (revenus des domaines, produits divers du budget, recettes d'ordre) s'élèveraient d'après les prévisions à 1,332 milliards de dollars pour l'exercice prochain (contre 1,054 milliards de dollars en 2008).
- 12 Même si ces chiffres indiquent une certaine santé financière¹² et une renaissance de l'économie après l'application du Plan d'Ajustement Structurel (PAS) en 1994,

l'économie demeure néanmoins peu efficace avec des résultats dérisoires et sa croissance est généralement artificielle. Hormis le secteur des hydrocarbures, les autres domaines de l'économie algérienne fonctionnent au ralenti.

- 13 Avec l'intensification de la crise financière, la plupart des données montrent que les économies industrielles ont été touchées de plein fouet par la crise financière et que l'économie mondiale connaît un net ralentissement de sa croissance. Le Fond Monétaire International (FMI) annonçait dans ses perspectives économiques de 2010 que la croissance mondiale devrait être négative pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale et devrait accuser un repli de 1,4 % en 2009 avant d'enregistrer une croissance de 2,5 % en 2010 (3,4 % en 2008, 5,2 % en 2007). En effet, le FMI prévoit une baisse du PIB aux États-Unis de l'ordre de 2,6 %, au Japon de 6,0 %, au Royaume-Uni de 4,2 % et de 2,3 % au Canada. La croissance de la zone euro se réduira de 4,8 % où l'Allemagne et l'Italie seront les plus touchées (baisse respective de 6,2 % et 5,1 %) suivies par l'Espagne (4 %) et la France (3 %). Dans les pays émergents la croissance du PIB ne connaîtra qu'une évolution de 1,5 % en 2009 contre 6 % en 2008 et 8,3 % en 2007.
- 14 Dans le même sens, la Banque mondiale¹³ indique que la poursuite à un rythme soutenu de l'accroissement des exportations de biens d'équipement et de produits de haute technicité avait compensé le fléchissement de la demande intérieure dans les pays de l'OCDE jusqu'au milieu de 2008.
- 15 Mais depuis, la dynamique s'est inversée, et l'effondrement des exportations fortement génératrices de revenu vient aggraver le ralentissement de la demande intérieure dans les pays à revenu élevé. L'imbrication étroite à l'échelle mondiale des échanges de produits manufacturés et des dépenses d'équipement sous-tendant l'activité économique s'est transformée en un véritable cercle vicieux. La morosité du commerce international est plus que jamais présente : le FMI indique que le volume du commerce mondial des biens et services connaîtra en 2009 une baisse de 12,2 %. Les importations des pays avancés et des pays émergents ont enregistré un effondrement de 13,6 % et les pays en développement de 9,6 %.
- 16 Mais les effets de la récession vont bien au-delà d'une contraction de la production et des échanges. Le ralentissement de l'activité économique se fait particulièrement sentir sur les marchés du travail, en particulier aux États-Unis où les suppressions d'emplois ont porté le taux de chômage à 7,2 % en décembre 2008, soit un taux proche du pic de 7,8 % atteint au début des années 1990.
- 17 Au niveau mondial, après quatre années consécutives de recul, le nombre de chômeurs a augmenté de 11 millions en 2008. Étant donné que la crise continue de gagner du terrain et que les suppressions d'emplois se multiplient, le monde pourrait compter selon l'organisation internationale du travail (OIT) 40 millions de chômeurs de plus à la fin de 2009¹⁴.

Graphique 4. Recul de l'emploi dans les pays du G7 en 2008

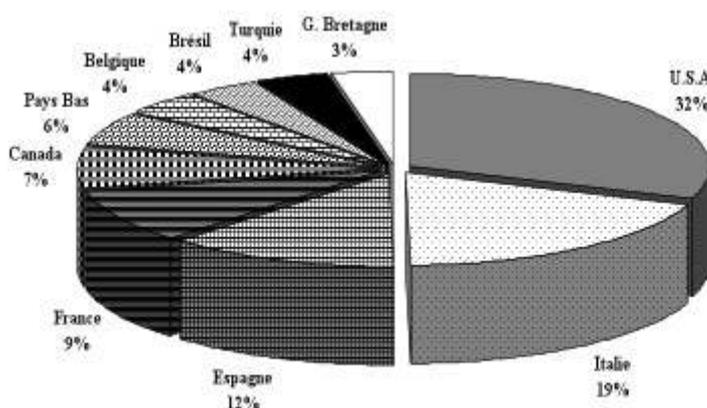


En milliers d'employés

Source : Base de données Organisation internationale du travail (OIT), World Outlook, juillet 2009.

- 18 Ce recul de la consommation est relatif à la situation critique que traversent les économies des pays développés. Augmentation du chômage, chute de la production, faillite de quelques secteurs industriels, particulièrement le secteur automobile¹⁵ (tel que General Motors Company (GMC) aux États-Unis), vont certainement entraîner un net recul de la demande mondiale en énergies fossiles.
- 19 Les dix premiers clients de l'Algérie (cf. graphique 5), notamment en termes d'importation d'hydrocarbures, sont pleinement touchés par la crise¹⁶. Comme nous le constatons à travers le graphique 6, les prévisions de l'AEIA (American Energy Information Administration)¹⁷ aux États-Unis (le plus grand client de l'Algérie avec 32 % de part du marché) indiquent une baisse de consommation de 700 000 barils par jour, soit une chute de -3,3 % en 2009¹⁸. Il en va de même pour la consommation énergétique en Espagne (12 % en part de marché algérien), en Italie (19 %), en France (9 %)¹⁹ entre autres²⁰.

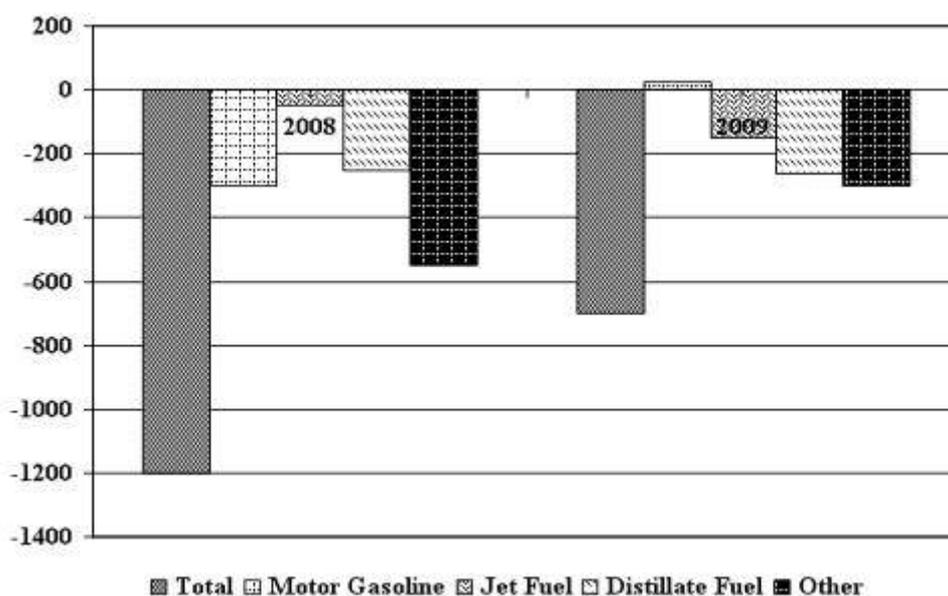
Graphique 5. Parts de marché des 10 premiers clients de l'Algérie



Source : Base de données du centre national de l'informatique et des statistiques douanières en Algérie 2008.

- 20 L'AIE (Agence internationale de l'énergie) a émis des prévisions sur une longue échéance (avec l'hypothèse d'une croissance mondiale de 3 % en moyenne par an sur la période 2000 à 2030), révélant que la demande pétrolière mondiale croîtra d'environ 1 % par an sur la période 2000-2030, soit une hausse de deux tiers, pour atteindre 120 millions de barils par jour. Depuis, l'AIE estime que la morosité qui a touché l'activité économique va au contraire peser sur la demande mondiale du pétrole avec les risques d'une crise de la demande au niveau international.
- 21 Face au marasme économique mondial, l'AIE a revu à la baisse ses prévisions relatives à la demande de pétrole à long et à moyen terme. Sur la période 2008-2014, elle ne table la hausse de la demande que sur 540 000 barils par jour (bpj) et non plus sur un million de barils comme il était pronostiqué en décembre 2008.
- 22 L'AIE a même bâti un scénario moins porteur avec une reprise de l'économie mondiale limitée à 3 % par an d'ici 2012 entraînant sur la période un recul de la demande de 140 000 bpj à moyen terme.

Graphique 6. Prévisions de consommation des énergies fossiles aux États-Unis en 2009

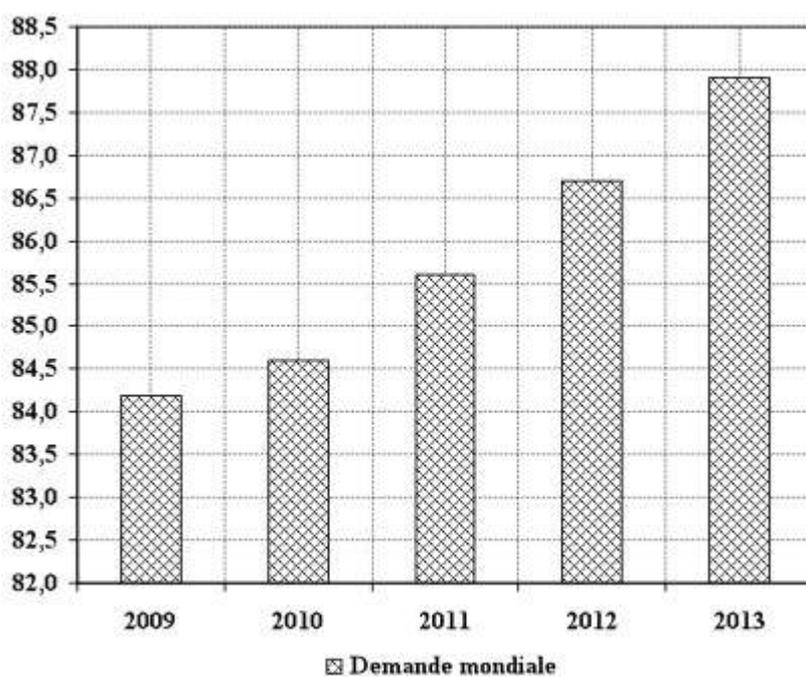


Milliers de barils par jour

Source : Energy Information Administration, Short-Term Energy Outlook – July 2009.

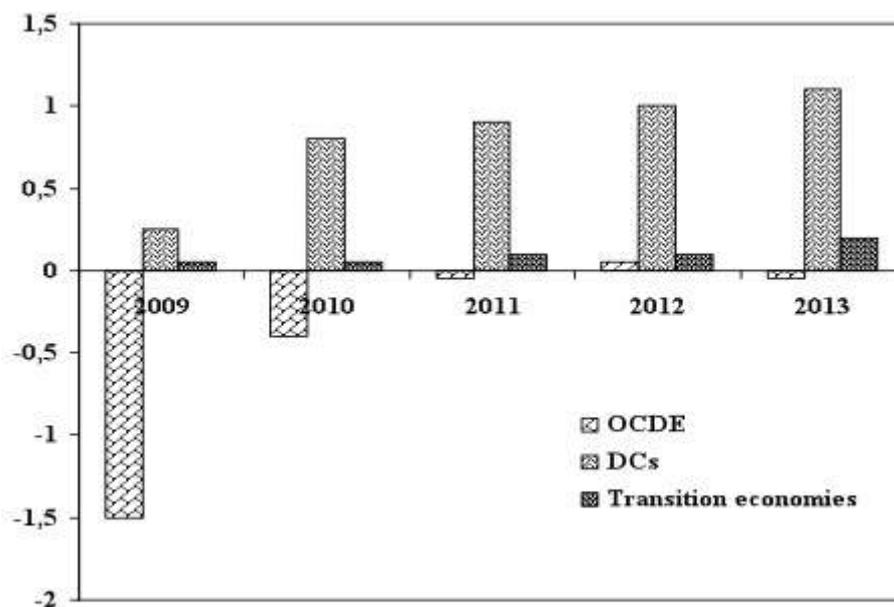
- 23 Par ailleurs, et selon le rapport de l'Opep (Organisation des pays Exportateurs du Pétrole) de juin 2009²¹, l'institution qui produit environ 40 % du brut mondial indiquait que la demande mondiale de pétrole devrait se contracter plus que prévu à 83,80 millions de barils par jour (mbj) en 2009, contre des projections de 84,03 mbj dans son rapport d'avril 2009 et 85,41 mbj en 2008, soit une diminution de la demande de près de 1,89 % par rapport à 2008.
- 24 La demande de brut des pays de l'OCDE devrait ainsi reculer de 1,8 mbj en 2009, avec des récessions économiques prévues de -2,8 % aux États-Unis, de -4,2 % dans la zone euro et de -6,4 % au Japon, souligne l'OPEP. À long terme, les projections portent sur 95,4 millions de barils par jour en 2020 et 105,6 millions pour 2030²².
- 25 Les projections des deux institutions s'accordent sur la baisse de la demande mondiale de pétrole occasionnée par la morosité de l'environnement économique international, ce qui va tirer vers le bas les prix du pétrole à cause de l'offre abondante sur le marché.
- 26 Ainsi, l'OPEP déploie des efforts considérables dans le but de réduire l'offre excédentaire pour contribuer à la stabilité des marchés et maintenir son objectif de plafond de production à 24,84 mbj²³. C'est dans cette optique qu'elle a décidé de réduire sa production de 2,4 millions de baril par jour²⁴.

Graphique 7. Projections de l'évolution de la demande du pétrole : scénario d'avant crise



Millions de barils par jour

Source: World Oil Outlook, Organization of the Petroleum Exporting Countries, 2009.

Graphique 8. Projections de l'évolution de la demande : scénario d'après crise²⁵

En pourcentage (%)

Source: Organization of the Petroleum Exporting Countries, World Oil Outlook, 2009.

²⁷ L'Algérie, qui ne possède ni placement boursier important²⁶, ni gros investissements étrangers, ni même d'industries exportatrices, ne ressentira les effets de la crise qu'à

- travers des facteurs tous liés à l'exportation des hydrocarbures. La diminution des exportations inhérentes au ralentissement de la demande mondiale de pétrole, de l'aboutissement de la volonté d'établir des cours planchers, de la dépréciation du dollar ou des grandes incertitudes concernant les prix du marché international du pétrole, sont des éléments qui amplifient les risques que l'économie soit indirectement touchée.
- 28 Rappelons que pour chaque baisse de 1 dollar des cours mondiaux des hydrocarbures, l'Algérie perd près de 700 millions dollars par an de ressources en devises et sa balance des paiements est affectée négativement. C'est à travers ce mécanisme que l'économie algérienne peut subir les effets de la crise financière. L'abaissement des prix du pétrole sur le marché international durant le premier semestre 2009 a infligé au pays une perte de 46 % des recettes à l'exportation par rapport à la même période de 2008 : 20,13 milliards de dollars durant le premier semestre 2009 contre plus de 37,60 milliards de dollars à la même période de l'année 2008.
- 29 Ainsi, avec un baril à 55 dollars, les réserves de change algériennes seront réduites de 50 %, et l'on observera une baisse d'un tiers des recettes budgétaires et de 25 % du PIB (Produit intérieur brut). L'Algérie, qui dépend des exportations de ses hydrocarbures pour subsister, ne pourrait même plus importer la nourriture et les médicaments de la population si le pétrole atteint un prix en dessous de 13 dollars.
- 30 Pourtant, la crise de 1986 avait donné l'occasion d'appréhender les inconvénients d'une politique économique axée sur la rente pétrolière. Après l'écroulement des prix des hydrocarbures (chute de près de 40 % des prix du pétrole entre 1985 et 1986) dont la production constituait 28 % du PIB en 1984, 98 % des exportations totales et 43 % des ressources de l'État pour la même année, et face à la dépréciation du dollar américain – principale monnaie des transactions pétrolières – l'État algérien avait vu ses problèmes amplifiés par l'avènement et la combinaison de plusieurs crises²⁷.
- 31 L'Algérie avait vu ses recettes de fiscalité pétrolière diminuer de plus de 55 % en un an (de 47 milliards de dollars en 1985 à 21 milliards de dollars en 1986). Sa balance commerciale accusait un déficit considérable de l'ordre de 2,2 milliards dollars, après avoir dégagé un excédent de plus d'un milliard de dollars un an auparavant, ce qui a entraîné un profond déséquilibre des ressources de l'État et un solde négatif des comptes du Trésor public de 35,2 milliards de dinars, soit -12,5 % du PIB en 1986.
- 32 Cette situation s'est soldée par une diminution de 20 % du volume global des échanges commerciaux (import-export) passant de 100,518 milliards de dinars en 1985 à 80,222 milliards de dinars en 1986. La balance commerciale, longtemps excédentaire, a enregistré un déficit de l'ordre de 6,565 milliards de dinars en 1986. L'Algérie avait subi de plein fouet l'instabilité des prix des hydrocarbures. C'était une catastrophe annoncée mais non attendue. C'était le début du désastre et l'exorde de la ruine de l'économie²⁸.
- 33 Aujourd'hui, le même scénario n'est pas totalement écarté. L'économie suit le rythme des cours internationaux de pétrole. Les entrées des hydrocarbures demeurent la boussole organisatrice de l'ensemble comme nous l'avons constaté à travers la LF 2009. L'économie est extrêmement fragilisée par son statut rentier. Cette vulnérabilité est l'enchaînement de la faible diversification de l'économie d'une part, mais également de sa stagnation et de son déclin. Les revenus provenant de la rente pétrolière sont suffisants pour la maintenir dans un état statique. L'immobilisme triomphe sans partage. Les autres secteurs économiques sont sans politiques claires et sans stratégies

- définies²⁹. Les acteurs économiques sont paralysés par l'invisibilité ou l'absence de programmes à long terme, de leur incohérence et du manque de planification et de vision du futur. L'État semble plus que jamais adepte de la rente, pourtant contraire aux investissements productifs et à toute rentabilité économique³⁰.
- 34 L'ensemble de l'économie est caractérisée par un faible niveau d'automatisation. Le secteur agricole est contrarié par un environnement, politique, financier et commercial hostile à son développement, l'industrie hors-hydrocarbures, qui a englouti des milliards de dinars d'investissements dans le passé, est anéantie par les importations des biens de consommation.
- 35 Le système bancaire³¹ national est handicapé par sa bureaucratie. Il est quasi déconnecté du système financier mondial. Ses scandales récurrents (tels que ceux touchant Al-Khalifa, les agences de la BNA (Banque Nationale d'Algérie), la BDL (Banque de Développement Local) et la BADR (Banque d'Algérie pour le Développement Rural)) alimentent les pages de la presse quotidienne. Les banqueroutes se suivent mais ne se ressemblent pas. La corruption devient une norme de gestion³², l'environnement des affaires est morose et l'incertitude règne sur le marché économique (le retrait d'Eâamar Dubaï et de Carrefour France du marché en 2009 en sont les meilleures preuves), le tourisme est quasi enterré, l'instabilité et les tensions sociales s'accroissent du fait des inégalités grandissantes.
- 36 Le rapport du FMI d'octobre 2009³³ indiquait que malgré une dépense publique de 200 milliards de dollars, l'Algérie n'aura qu'un taux de croissance de 2,1 % en 2009 et un peu plus de 3 % en 2010³⁴. Ces prévisions remettent directement en cause les prévisions gouvernementales de création de 3 millions d'emplois entre 2009 et 2013 qui nécessite un taux de croissance de 6 à 7 % sur cinq ans, ce qui est selon les évaluations du FMI à l'heure actuelle, une impossibilité économique. Le rapport du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) d'octobre 2009 a rétrogradé l'Algérie de la 100e place en 2008 à la 104e place pour l'IDH (indice du développement humain)³⁵.
- 37 Pourtant, l'Algérie dispose de multiples potentialités matérielles et humaines pour être un pays pivot en matière de développement au niveau de l'espace euro-méditerranéen et arabo-africain. L'Algérie a toutes les capacités de développer une économie analogue à celle de ses voisins.
- 38 La Tunisie, qui se base sur un développement humain très important (5 % de croissance économique en 2008), malgré la dégradation de la conjoncture économique mondiale, a exporté près de 4 milliards de dollars de textiles (près de 22 % des exportations totales) et a généré 2,4 milliards de dollars de recettes touristiques (avec plus de 7 millions de visiteurs en 2008)³⁶. L'économie tunisienne a reçu en 2008 l'équivalent de 2,3 milliards de dollars d'IDE (Investissements Directs Étrangers) en textiles, services et énergie, etc., soit une augmentation de 54 % par rapport à 2007, qui représente désormais 6,2 % du PIB³⁷. Le Maroc pour sa part, focalise également sa croissance (6,2 % en 2008) sur l'agriculture et le tourisme.
- 39 Il est nécessaire, dans le cas algérien, d'adopter une politique de développement basée sur une grande cohérence et une meilleure visibilité dans la politique économique de l'État afin d'éviter l'instabilité politique, juridique et sociale et surtout d'adopter des règles de bonne gouvernance interne et donc une politique socio-économique hors rente.

- 40 Ce développement doit s'effectuer dans tous les secteurs en même temps, au prix de lourds investissements dans l'agriculture, l'industrie, les services, le tourisme entre autres. Le développement de l'agriculture stimulera nécessairement le secteur agroalimentaire national, qui propulsera inévitablement le secteur industriel. Il faut œuvrer avec une politique motivante envers les PMI (Petites et Moyennes Industries)/ PME (Petites et Moyennes Entreprises), par l'accès au crédit par exemple. Cette stimulation aura pour but d'assurer une croissance de tous les secteurs économiques et le développement du marché intérieur, qui permettra indubitablement de résorber d'une manière efficace le chômage et d'aider à réaliser une croissance rapide, assurant la réussite de la transition d'une économie rentière à une économie productive.
- 41 Pour gagner le pari d'un développement durable et pour atteindre son plein essor, l'agriculture doit prendre appui sur une industrialisation basée sur l'utilisation raisonnable des ressources naturelles répondant ainsi aux besoins de la population algérienne, ainsi qu'aux besoins des générations futures. Il est temps de voir l'État accomplir ses vraies tâches, définir ses acteurs, déterminer ses objectifs et assumer ses véritables responsabilités.

NOTES

1. Les incertitudes qui entourent l'évolution des prix du pétrole constituent l'un des facteurs de risque les plus élevés. La chute du prix du pétrole de l'été 2008 à décembre 2008 confirme que l'économie rentière est une économie à risque sans possibilités d'anticipations et de conjectures sûres. Les prévisions des prix des hydrocarbures se basent sur un marché irrationnel, d'une très forte volatilité et instable même à court terme. Les cours, pour le moyen et le long terme, sont encore plus difficiles à déterminer. Les pressions spéculatives, les déséquilibres régionaux de l'offre, les tensions géopolitiques et l'incertitude résultant de l'instabilité politique au Moyen-Orient ainsi que les possibilités de rupture des approvisionnements dans d'autres pays producteurs ajoutent à l'instabilité du prix du pétrole un autre facteur de risque.
2. Dans ce texte, nous avons eu recours à plusieurs reprises aux statistiques des ministères de l'Agriculture, des Finances, de l'Énergie et des Mines.
3. Les prix du gaz sont indexés sur ceux du pétrole.
4. Le prix du panier de l'OPEP est composé des onze types de pétrole brut des pays membres de l'organisation.
5. Annuaire statistiques du Centre national de l'informatique et des statistiques douanières en Algérie.
6. Le comportement des principaux indicateurs macroéconomiques et financiers en 2008, direction générale des prévisions et des politiques du ministère des Finances, mai 2009.
7. D'après les statistiques de la Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation, et la Commercialisation des Hydrocarbures (Sonatrach), rapport annuel d'activité, année 2007.
8. Ministère des Finances, Rapport de présentation du projet de la loi de finances 2009, Alger/N29081/MF/DGPP/08.
9. Bulletin statistique trimestriel n° 6 de la Banque d'Algérie, Mars 2009.

10. Loi de Finances Complémentaires.

11. Journal officiel de la République Algérienne, 47^e année, n° 74, décembre 2008.

12. Cette aisance financière n'est certainement pas durable puisqu'elle est la conséquence de la volatilité des prix du pétrole. Les données statistiques indiquent que la baisse du prix du pétrole de 50 dollars en moyenne a fait perdre près de 17 milliards de dollars entre le premier semestre 2008 et le premier semestre 2009.

13. The International Bank for Reconstruction and Development /The World Bank, Global Development Finance Charting a Global Recovery : Review, analysis, and outlook 2009 et Perspectives économiques mondiales 2009 de la Banque mondiale, mars 2009.

14. Conséquences de la crise économique sur les marchés du travail, Document d'information du Bureau international du Travail pour le sommet social du G8, 2009.

15. Touché par le recul de son chiffre d'affaires de près de 24 %, Renault accuse une perte nette de 2,712 milliards d'euros au premier semestre 2009. PSA Peugeot Citroën annonce de son côté avoir enregistré une perte nette de 962 millions d'euros.

16. Les exportations vers l'Union européenne, principal partenaire de l'Algérie, avec 55,8 % des importations, ont diminué de 35,76 % au premier semestre 2009 pour totaliser 12,42 milliards de dollars, contre 19,34 milliards de dollars les six premiers mois de 2008.

17. American Energy Information Administration, Short Term Energy Outlook, USA, July 2009.

18. Réponse stratégique de l'OCDE à la crise financière et économique, OCDE, Paris 2009.

19. Les principaux clients de l'Algérie au premier semestre 2009 ont été les États-Unis avec 3,03 milliards de dollars, l'Italie (2,95 milliards de dollars), l'Espagne (2,82 milliards de dollars) et la France (2,31 milliards de dollars).

20. Kermal Derviş, « La crise économique mondiale : enjeux et réformes », Politique étrangère, n° 1, 2009, p. 11-22.

21. The 2008 OPEC Annual Statistical Bulletin, Data Services Department OPEC, July 2009.

22. Perspectives économiques de l'OCDE n° 76.

23. Les stocks actuels de brut permettaient de couvrir la demande mondiale durant 63 jours et l'objectif est de maintenir des quotas de production, afin de passer à 53 jours.

24. Même si les capacités de production de l'Algérie sont actuellement de 1,45 million de barils/jour, sa production effective est limitée à 1,2 mbj après avoir diminué sa production de pétrole de 200 000 bj depuis le 1^{er} janvier 2009, conformément à la décision prise en décembre 2008 par l'OPEP.

25. DCs : Development Countries.

26. Hormis les placements de l'Algérie en bons de Trésor américain qui génèrent 4 milliards de dollars.

27. Sous la menace d'une asphyxie financière, cette situation avait enraciné la logique d'endettement pour garantir le financement des investissements et la continuité des approvisionnements suite à l'effondrement des cours des hydrocarbures et par conséquent a augmenté les besoins de financement de l'État, ce qui a logiquement aggravé la crise financière, le déficit budgétaire et la crise des paiements, masqués jusque-là par les recettes des hydrocarbures.

28. Dans un climat social pesant, marqué par un taux de croissance démographique galopant, un taux de chômage considérable, les différents prix des biens de consommation ont très vite augmenté, provoquant une perte considérable du pouvoir d'achat et anéanti tous les efforts de développement entrepris jusque là.

29. Selon l'indice global de compétitivité économique et d'après le dernier classement Davos du « World Economic Forum Annual 2009 », l'Algérie pointe à la 99^e place et se classe la dernière au Maghreb, après la Tunisie (36^e), le Maroc (73^e) et la Libye (91^e). Elle recule par rapport à son classement en 2007 (81^e) et 2006 (77^e). Doing Business 2009, World Bank, 6^e édition.

30. Du fait que les obligations du Trésor américain détenues par l'Algérie qui génèrent 4 milliards de dollars sont sécurisées.
31. D'après le même rapport du forum économique, l'Algérie pointe à la dernière place au monde (sur 134 pays) par rapport à la sûreté des banques.
32. En matière de lutte contre la corruption, l'Algérie occupe la 92e place après le Maroc (80e) et de loin derrière la Tunisie (62e).
33. FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Washington, juillet et octobre 2009.
34. Moyenne inférieure à 3 % entre 2006/2008.
35. Supplément économique du journal Al-watan n° 194, avril 2009, n° 208, juillet 2009.
36. Organisation mondiale du tourisme, Tendances des marchés touristiques, édition 2007 - Aperçu mondial et actualité touristique, Madrid, OMT, 2007.
37. Investissement direct étranger vers les pays Med en 2008. Face à la crise. ANIMA Investissement Network. Étude n° 3, mars 2009.
-

RÉSUMÉS

L'économie mondiale a traversé ces deux dernières années une grave récession suscitée par le cataclysme financier et l'effondrement de l'activité commerciale et industrielle dans le monde. Ce ralentissement a pesé de ses effets sur la croissance des économies à travers le monde. L'Algérie, qui n'est pas totalement intégrée dans l'économie internationale, connaît et connaîtra fort probablement dans un proche avenir des effets indirects de cette crise, mais d'une manière moins sévère qu'en d'Europe. L'Algérie a toutes les potentialités matérielles et humaines pour être un pays pivot en matière de développement au niveau de l'espace euroméditerranéen et arabo-africain. Cela passe par un développement basé sur une grande cohérence et une meilleure visibilité dans la politique économique de l'État, de façon à éviter l'instabilité politique, juridique et sociale et surtout, adopter des règles de bonne gouvernance interne et donc une politique socio-économique hors la rente pétrolière.

During the past two years, the global economy went through a severe recession triggered by the financial earthquake and the collapse of the commercial and industrial activity in the world. This slowdown has been weighing its effects on the growth of world economies. Algeria, which is not fully integrated into the international economy, knows and is likely to know in the near future the indirect effects of this crisis, but in a less severe way than in Europe. Algeria has all the material and human potential to be a pivotal country in development at the Euro-Mediterranean and Arab-African levels. This requires a development based on coherence and visibility of the state economic policy, avoiding legal, social and political instability, and most importantly, adopting rules of good internal governance and thus a socio-economic policy outside oil revenues, which becomes the greatest misfortune of the Algerian economy.

INDEX

Mots-clés : Algérie, crise internationale, développement, gouvernance, rente pétrolière

Keywords : Algeria, development, international crisis, oil revenue, governance

AUTEUR

MOHAMED CHABANE

Doctorant en économie au CRESS-LESSOR (Centre Régional de Recherche en Sciences Sociales / Laboratoire d'Économie et de Sciences Sociales de Rennes) à l'université Rennes 2, Haute Bretagne. Il s'intéresse à la politique agricole, la sécurité alimentaire et la modalisation agricole.